

M. SENN: Ce que l'honorable député veut dire sans doute c'est que, s'il n'y a que trois ou quatre personnes chargées de l'administration de ce crédit, \$68,175 représentent un fort montant à verser.

L'hon. M. GARDINER: En guise d'explication, je dirai que ces sommes sont requises pour couvrir les frais de déplacement de quelques-uns de nos inspecteurs et ceux des membres du comité consultatif réclamé par la plupart des gens. Cela représente une forte somme. Nous faisons venir de toutes les parties du pays des gens qui constituent le comité consultatif de la Commission des vivres, et il nous faut les faire venir assez souvent.

M. SENN: Le personnel doit être plus considérable que le ministre l'a donné à entendre.

L'hon. M. GARDINER: Ces gens ne font pas partie du personnel. Ce sont des représentants de gouvernements provinciaux ou d'organismes agricoles que nous faisons venir de tous les coins du pays.

M. PERLEY: Le montant qui, selon le ministre, est consacré à la Saskatchewan et au Manitoba est si faible qu'il ne faudra pas un grand nombre d'inspecteurs dans ces provinces.

M. NEILL: Le ministre a-t-il dit que ce crédit embrasse la subvention versée aux producteurs de lait?

L'hon. M. GARDINER: Oui.

M. NEILL: Le ministre est peut-être en mesure de me fournir un renseignement que je cherche à obtenir. On a, l'autre jour, déposé un document demandé par un honorable député qui voulait connaître ce qu'on appelle, je crois, les diverses régions du marché. Le document mentionne un grand nombre de ces régions, dont plusieurs se trouvent en Colombie-Britannique, mais il n'y est pas question de l'île de Vancouver. Or je sais que la subvention est versée dans l'île de Vancouver; on doit y compter une ou plusieurs régions. Pourquoi le document ne mentionne-t-il pas l'île de Vancouver?

L'hon. M. GARDINER: Le document ne porte que sur le marché de 25c.; et je crois comprendre que l'île de Vancouver constitue un marché de 55c. en hiver et de 35c. en été. S'il n'est pas fait mention de l'île dans le rapport des marchés de 25c., c'est parce qu'elle touche plus que celles qui y sont énumérées.

M. NEILL: Comment nous renseigner sur les régions de 55c.? Faut-il demander des rapports distincts? Le ministre aurait bien pu fournir tous les renseignements ensemble.

[L'hon. M. Gardiner.]

L'hon. M. GARDINER: Il y a 525 régions qui reçoivent 55c., dont l'île de Vancouver. On peut en dresser une liste, mais elle serait longue. J'ignore quel intérêt elle pourrait présenter, mais la meilleure façon de l'obtenir serait par une demande de dépôt de documents.

(Le crédit est adopté.)

#### MINES ET RESSOURCES

Mines et géologie: exploitation des sables bitumineux de l'Alberta, rénovation et expansion de l'usine de l'Abasand Oils Limited, \$500,000.

L'hon. M. CRERAR (ministre des Mines et Ressources): L'honorable député de Davenport (M. MacNicol) a abordé ce point, lors de l'examen des crédits du ministre des Munitions et approvisionnements. Comme il est actuellement absent, je demande que le crédit soit réservé jusqu'à son retour, attendu qu'il en a manifesté le désir. Je propose donc de passer au crédit suivant.

M. PERLEY: Très bien. J'allais demander au ministre certains renseignements sur des rapports qui semblent disponibles et que je le prierais de déposer avant de reprendre l'étude de ce crédit. Vers la mi-mars, j'ai reçu un échantillon de sable bitumineux qu'une personne en route pour Chicago s'est chargée d'apporter sous forme de colis d'environ un pied carré pour le faire analyser par un chimiste renommé de cette ville. Selon cet expert, l'extraction du pétrole est très facile. Il a aussi révélé la présence d'or dans le sable blanc, détail nouveau jusqu'ici dans le domaine des sables pétrolifères. Au témoignage de cette personne le gouvernement canadien aurait chargé le Dr Egloff, de Chicago, d'effectuer des recherches relatives à l'exploitation de ces sables. Voici la question à laquelle je veux en venir: le Dr Egloff a-t-il fait rapport et, le cas échéant, le ministre en donnera-t-il communication à la Chambre lors de l'examen du crédit approprié?

L'hon. M. CRERAR: J'ignore si nous avons un rapport de ce genre. Une entreprise de Chicago, Universal Oil Products, se spécialisait dans ce genre de travaux. C'est la seule du genre que je connaisse. Quel est le nom de ce monsieur?

M. PERLEY: Le Dr Egloff, de Chicago. Selon la personne dont j'ai parlé, le Gouvernement a confié certains travaux à ce professeur, lequel a présenté un rapport intéressant sur le sujet. Je n'en ai jamais entendu parler et j'invite le ministre à s'enquérir de la chose et à nous procurer ce rapport s'il existe.

L'hon. M. CRERAR: On me dit que l'homme en question est à l'emploi de Uni-